



Plan Nord - Où sont les femmes autochtones ?

Par [Aurélie Arnaud](#)

Mondialisation.ca, 02 mai 2012

[Le Devoir.com](#) 2 mai 2012

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Droits des femmes](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Analyses: [LE QUÉBEC](#), [PLAN NORD](#)

Aurélie Arnaud - Responsable des communications pour Femmes autochtones du Québec, l'auteure est l'une des organisatrices du forum « Ne perdons pas le Nord ! » qui a lieu aujourd'hui et demain à Québec 2 mai 2012 [Actualités en société](#)



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Marginalisées et victimes de discrimination, elles se retrouvent encore trop souvent dans la rue, appauvries par un filet de sécurité sociale inadéquat.

Dernier de deux textes

Parmi les sujets absents du débat sur les impacts et les conséquences du Plan Nord se trouvent, invisibles, les femmes autochtones. Celles qui constituent plus de 50 % de la population autochtone dans le Nord sont les moins écoutées, les moins consultées, les plus vulnérables.

La question est absente et peu de données sont disponibles quant à l'impact des activités minières ou des chantiers hydroélectriques sur la condition des femmes. Or, l'expérience de Femmes autochtones du Québec révèle que ce type de développement a souvent des incidences négatives sur la situation des femmes autochtones dans les communautés en exacerbant les préjugés, les violences et les inégalités.

Pour poser la réalité des femmes autochtones dans et hors réserve, il faut préciser qu'en 2001, les femmes autochtones enregistraient un taux de monoparentalité deux fois plus

élevé que celui des femmes non autochtones (19 % contre 8 %). Les nombreuses familles dirigées par des femmes autochtones sont donc plus dépendantes de l'aide sociale que les hommes autochtones le sont.

Considérer leurs besoins

En outre, chez les femmes autochtones vivant hors réserve, « les responsabilités familiales » représentent la raison la plus souvent invoquée pour des études postsecondaires inachevées, alors que « la grossesse ou les soins des enfants » constitue l'explication la plus fréquente de l'abandon des études secondaires. Toutefois, les femmes autochtones sont proportionnellement plus nombreuses à reprendre leurs études ultérieurement que le sont les hommes autochtones et les autres femmes.

Dans ce contexte, les femmes autochtones ont besoin d'emplois pour subvenir aux besoins de leur famille, ont besoin de formation pour obtenir ces emplois, mais ont surtout besoin qu'on prenne leurs besoins en considération pour qu'elles puissent obtenir l'un et l'autre.

Bien que de nombreuses femmes autochtones travaillent au sein des conseils de bande, elles sont rarement dans les cercles décisionnels et ne font donc pas partie des décisions. Au Québec et au Labrador, sur 250 représentants élus autochtones, on retrouve 86 femmes, mais sur les 86, seulement deux femmes occupent le poste de chef, et les négociations se font surtout avec les chefs.

Emplois marginaux

Qu'est-ce que le Plan Nord a à offrir comme perspectives d'emplois ou d'amélioration de leurs conditions à ces femmes ? Une étude portant sur le développement minier au Labrador montrait que les femmes tendaient à intégrer le marché des mines, mais de façon plutôt marginale, alors que ce sont les hommes qui avaient les emplois les plus stables et les mieux rémunérés.

Même avec ce type de développement, les femmes autochtones accumulent donc des emplois marginaux, à plus faibles revenus, alors qu'elles sont, la plupart du temps, les seules pourvoyeuses de leur famille. Il est également commun que les employés autochtones subissent le racisme ou des traitements vexatoires dans ces milieux de travail. En fait, la sensibilisation et l'éducation des autres travailleurs et du public sont essentielles pour apaiser les tensions culturelles et permettre un environnement de travail sain.

Cocktail explosif

Le secteur minier est surtout un monde d'hommes qui n'est pas reconnu pour son ouverture d'esprit. Car il est bien là le noeud du problème créé par un boom minier dans une région éloignée habitée majoritairement d'autochtones. Le fly-in/fly-out n'apporte pas que des prix élevés et une rareté des logements disponibles, accroissant les inégalités dans les régions, mais aussi une arrivée disproportionnée d'hommes blancs venus du Sud pour plusieurs semaines, apportant souvent dans leurs bagages alcool, drogue et stéréotypes négatifs.

Bien que les données manquent pour bien caractériser le phénomène, Femmes autochtones du Québec constate qu'il y a là un cocktail explosif qui a pour conséquence l'augmentation de la prostitution aux alentours des chantiers, et dont les femmes autochtones sont bien

souvent les premières victimes.

La représentation que se font les hommes « blancs » des femmes autochtones est encore bien souvent celle de la femme facile dont on peut disposer facilement, et en toute impunité. Tel que le soulignent les CALACS, les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, la précarité économique que subissent les femmes autochtones font qu'elles sont surreprésentées en ce qui concerne la prostitution de rue, en comparaison des femmes allochtones.

Prostitution et violence

Marginalisées et victimes de discrimination, elles se retrouvent encore trop souvent dans la rue, appauvries par un filet de sécurité sociale inadéquat et prises à vendre leurs services sexuels pour échapper à une trop grande précarité économique et à l'itinérance. La prostitution devient donc un moyen de boucler les fins de mois. Dans le cadre de développements miniers, où les hommes sont seuls et très nombreux, les risques de prostitution augmentent.

Avec la prostitution viennent souvent d'autres impacts négatifs pour les collectivités, telles que l'augmentation des maladies transmissibles sexuellement et l'augmentation de la violence. À ce titre, les femmes autochtones sont cinq fois plus à risque de subir et de mourir des suites de la violence que le sont les femmes non autochtones.

Somme toute, il nous apparaît urgent et fondamental que les multiples enjeux auxquels font face les femmes autochtones soient abordés de front dans le cadre du déploiement du Plan Nord. Pour le moment, ce n'est pas le cas.

Aurélie Arnaud - Responsable des communications pour Femmes autochtones du Québec, l'auteure est l'une des organisatrices du forum « Ne perdons pas le Nord ! » qui a lieu aujourd'hui et demain à Québec

La source originale de cet article est [Le Devoir.com](http://LeDevoir.com)

Copyright © [Aurélie Arnaud](http://AurélieArnaud.com), [Le Devoir.com](http://LeDevoir.com), 2012

Articles Par : [Aurélie Arnaud](http://AurélieArnaud.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca